

Conseil Municipal

12 mai 2017



L'an deux mille dix-sept, le 12 mai, à 19h15, les membres du Conseil Municipal, légalement convoqués se sont réunis en session ordinaire, à la Mairie, sous la présidence de Monsieur Michel FRANÇOIS, Maire.

PRESENTS : Monsieur Michel FRANÇOIS, Monsieur Pierre BREMOND, Madame Françoise DEBIN, Madame Sophie SEGUIN, Monsieur Alain GALLOU-REMAUDIERE, Madame Laetitia BOURSIER, Madame Valérie BRARD-TRIGO, Madame Marie-Jo DELECROIX, Madame Virginie DOMINOT, Monsieur Jean-François GERMON, Monsieur Laurent POUPIN , Monsieur Jean-Claude RICHARD, Madame Christine ROYER, Monsieur Patrick SITAUD, Madame Maryline SOLEILHAC, Madame Anne VERMOTE (arrivée à 19 h 45)

POUVOIRS : Monsieur Damien AUBRION donne pouvoir à Madame Virginie DOMINOT, Monsieur Aymeric DUVAL donne pouvoir à Madame Christine ROYER, Monsieur Didier FERJOUX donne pouvoir à Madame Françoise DEBIN, Monsieur Dominique LUSSEAU donne pouvoir à Monsieur Alain GALLOU-REMAUDIERE, Monsieur Sébastien PERE donne pouvoir à Monsieur Jean-Claude RICHARD

Absent :

Madame Laetitia BOURSIER est élue secrétaire de séance

ORDRE DU JOUR :

Approbation du compte rendu de la dernière séance

- 1- Mise à disposition du gymnase
- 2- Indemnités des élus
- 3 - Attribution d'une prime sur la manière de servir
- 4 - Approbation du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges
- 5- Avis de la commune de Dissay sur la transformation de Grand Poitiers communauté d'agglomération en communauté urbaine
- 6- signature d'une convention relative à la transmission électronique des actes soumis au contrôle de légalité
- 7- Demande de Subvention auprès de l'agence de l'eau pour du matériel de désherbage alternatif
- 8- marché d'exploitation des installations de chauffage, ventilation, climatisation, de production d'eau chaude sanitaire du chauffage électrique, des installations électriques, de la détection incendie, des BAES et de la détection intrusion.
- 9- Avis sur le projet du nouveau secteur d'intervention du SDIS 86- Couverture opérationnelle de la commune de Dissay
- 10- Tarif séjour été de l'ALSH
- 11- Tarif pour la passerelle ALSH et Accueil Jeunes

Questions diverses :

- Planning élections législatives

§ 1- Approbation de compte tenu rendu de la réunion du conseil municipal en date du 7 avril 2017.

Le compte rendu est adopté à l'unanimité

§2- Délibérations

Délibération n°1 : Conditions de mise à disposition du gymnase

Le Maire informe les membres du conseil que lors du prêt des locaux du gymnase, assorti d'un évènement festif (ex journée du basket, gala du twirling, etc...), à ce jour, aucun état des lieux entrant et sortant n'est réalisé.

Afin de se prémunir contre d'éventuelles dégradations, Monsieur le Maire propose que chaque mise à disposition du gymnase assorti d'un évènement festif soit précédée de la signature d'un contrat et d'un état des lieux entrant et sortant.

Une caution ménage pourra être sollicitée à hauteur de 130 €

Après délibération, le conseil municipal décide que les mises à disposition du gymnase assorti d'un évènement festif soient précédées de la signature d'un contrat, d'un état des lieux et du versement d'une caution de 130 €

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 2 : Indemnités du maire, des adjoints et des conseillers délégués

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment ses articles L.2123-20 à L.2123-24-1,

Vu la délibération du conseil municipal fixant le nombre d'adjoints au maire,

Vu la délibération du conseil municipal du 28 mars 2014 fixant le nombre de conseillers délégués,

Vu la délibération n°13 du 28-03-2014 relatives aux indemnités du maire, des adjoints et des conseillers délégués,

Vu la délibération n°9 du 18/11/2016 portant élection d'un adjoint, suite à démission et non remplacement conseiller,

Vu le décret n°2016-670 du 25 mai 2016 portant majoration de la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des établissements publics d'hospitalisation,

Vu le décret n°2017-85 du 26 janvier 2017 relatif à la rémunération des personnels civils et militaires de l'Etat, des personnels des collectivités territoriales et des personnels des établissements publics d'hospitalisation,

Le maire précise qu'en application de la majoration des indemnités calculées sur l'indice terminal, il convient de reprendre la délibération initiale.

Le conseil municipal,

Considérant que la commune dispose de 5 adjoints,

Considérant que la commune dispose de 7 conseillers délégués

Considérant qu'il y a lieu de déterminer le taux des indemnités de fonction allouées au maire et aux adjoints,

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

Article 1er - le montant des indemnités de fonction du maire et des adjoints est, dans la limite de l'enveloppe budgétaire constituée par le montant des indemnités maximales susceptibles d'être allouées aux titulaires de mandats locaux par les articles L.2123-23 et L.2123-24 précités, fixé aux taux suivants :

- maire : 32.46 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique
- adjoints : 13.85 % de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique
- Conseillers délégués : 2.64% de l'indice brut terminal de l'échelle indiciaire de la fonction publique

Article 2 - L'ensemble de ces indemnités ne dépasse pas l'enveloppe globale prévue aux articles L. 2123-22 à L. 2123-24 du code général des collectivités territoriales.

Article 3- Les indemnités de fonction seront automatiquement revalorisées en fonction de l'évolution de la valeur du point de l'indice et payées mensuellement.

Article 4 - Les crédits nécessaires sont inscrits au budget communal.

Article 5- Un tableau récapitulant l'ensemble des indemnités allouées aux membres du conseil municipal est annexé à la présente délibération.

Adopté à l'unanimité

Délibération n°3 : reconduction du dispositif : attribution d'une prime sur la manière de servir

Vu la délibération n°5 du 14 octobre 2016, relative à la mise en place du RIFSEEP,

Vu la délibération n°12 du 14 octobre 2016, relative à l'attribution d'une prime annuelle basée sur la manière de servir pour la Filière Technique, dont les décrets d'application du RIFSEEP ne sont pour l'heure, pas sortis.

Vu délibération n°11 du 18 novembre 2016, relative à l'attribution d'une prime sur la manière de servir pour les agents de droit privé,

Monsieur le Maire propose à l'assemblée de renouveler, pour 2017, les dispositifs d'attribution de la prime basée sur la manière de servir pour l'ensemble des agents en poste les mois de versement de ladite prime, à savoir, juin et novembre 2017.

Les critères d'attribution, modalités de versement et bénéficiaires restent inchangés.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal approuve la reconduction des dispositifs.

Adopté à l'unanimité

19 h 45 : arrivée de Madame Anne VERMOTE

Délibération n° 4 - Approbation du rapport de la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges

VU l'article 1609 nonies C du CGI,

VU l'arrêté préfectoral 2016-D2/B1-036 du décembre 2016 portant création du nouvel établissement public à fiscalité propre issu de la fusion de la communauté d'agglomération Grand Poitiers avec les communautés de communes du Pays Mélusin, du Val Vert du Clain, de Vienne et Moulière et de l'extension aux communes de Chauvigny, Jardres, La Puye et Sainte-Radégonde à compter du 1^{er} janvier 2017,

VU le rapport de la CLETC du 6 avril 2017.

Conformément aux dispositions de l'article 1609 nonies C du Code Général des Impôts, la Commission Locale d'Evaluation des Transferts de Charges (CLETC) s'est réunie le 6 avril 2017 pour :

- Imputer une partie du montant de l'attribution de compensation de 5 communes en section d'investissement,
- Traiter également les communes transférant de la fiscalité en calculant l'attribution de compensation fiscale avec la fraction départementale pour l'ensemble des communes.

Le tableau ci-dessous synthétise le résultat des travaux de la CLETC du 6 avril 2017 :

Commune	Situation <u>avant</u> les travaux de la CLETC	Travaux de la CLETC du 6 avril 2017		Situation <u>après</u> les travaux de la CLETC		
	AC 2017 (en section de fonctionnement)	AC fiscales	Impact sur l'AC de fonctionnement de la mise en place d'une AC d'investissement	AC 2017 de fonctionnement	AC 2017 d'investissement	TOTAL
Beamont-Saint-Cyr	-	524 549	-	524 549	-	524 549
Béruges	- 111 681	-	22 946	- 88 735	- 22 946	- 111 681
Biard	76 066	-	157 477	233 543	- 157 477	76 066
Bignoux	-	109 421	-	109 421	-	109 421
Bonnes	-	149 286	-	149 286	-	149 286
Buxerolles	- 800 139	-	-	- 800 139	-	- 800 139
Celle l'Evescault	82 929	-	-	82 929	-	82 929
Chasseneuil-du-Poitou	1 676 697	-	305 320	1 982 017	- 305 320	1 676 697
Chauvigny	1 188 576	493 487	-	1 682 063	-	1 682 063
Cloué	20 889	-	-	20 889	-	20 889
Coulombiers	217 928	-	-	217 928	-	217 928
Croutelle	3 392	-	-	3 392	-	3 392
Curzay-sur-Vonne	38 766	-	-	38 766	-	38 766
Dissay	-	790 710	-	790 710	-	790 710
Fontaine-le-Comte	- 209 176	-	-	- 209 176	-	- 209 176
Jardres	204 671	79 036	-	283 707	-	283 707
Jaunay-Marigny	-	2 209 476	-	2 209 476	-	2 209 476
Jazeneuil	- 22 620	-	-	- 22 620	-	- 22 620
La Chapelle Moulière	-	63 999	-	63 999	-	63 999
La Puye	10 946	30 140	-	41 086	-	41 086
Lavoux	-	96 493	-	96 493	-	96 493
Ligugé	379 734	-	-	379 734	-	379 734
Liniers	-	52 287	-	52 287	-	52 287
Lusignan	353 361	-	-	353 361	-	353 361
Mignaloux-Beauvoir	- 250 544	-	146 071	- 104 473	- 146 071	- 250 544
Migné-Auxances	49 989	-	-	49 989	-	49 989
Montamisé	- 27 484	-	-	- 27 484	-	- 27 484
Poitiers	- 29 288 381	-	4 242 960	- 25 045 421	- 4 242 960	-29 288 381
Pouillé	-	53 027	-	53 027	-	53 027
Rouillé	96 270	-	-	96 270	-	96 270
Saint-Benoît	54 858	-	-	54 858	-	54 858
Saint-Georges-lès-Baillargeaux	-	598 592	-	598 592	-	598 592
Saint-Julien-l'Ars	-	405 025	-	405 025	-	405 025
Sainte-Radegonde	23 615	7 698	-	31 313	-	31 313
Saint-Sauvant	- 74 476	-	-	- 74 476	-	- 74 476
Sanxay	- 35 955	-	-	- 35 955	-	- 35 955
Savigny l'Evescault	-	125 695	-	125 695	-	125 695
Sèvres-Anxaumont	-	232 724	-	232 724	-	232 724
Tercé	-	73 528	-	73 528	-	73 528
Vouneuil-sous-Biard	- 384 305	-	-	- 384 305	-	- 384 305
TOTAL	- 26 726 074	6 095 173	4 874 774	- 15 756 127	- 4 874 774	-20 630 901

Il est précisé qu'une attribution de compensation négative correspond à une dépense pour la commune (et une recette pour Grand Poitiers Communauté d'agglomération).

Pour les communes qui ont opté pour l'attribution de compensation progressive :

	BERUGES	BUXEROLLES	CELLE L'EVESCAULT	MIGNALOUX BEAUVOIR	MIGNE AUXANCES	MONTAMISE
AC 2017 DE FONCTIONNEMENT	- 88 735	- 800 139	87 261	- 104 473	49 989	- 27 484
AC 2017 D'INVESTISSEMENT	- 22 946	-	-	- 146 071	-	-
AC 2018 DE FONCTIONNEMENT	- 89 175	- 827 488	92 308	- 106 357	38 580	- 35 927
AC 2018 D'INVESTISSEMENT	- 25 033	-	-	- 154 977	-	-
AC 2019 DE FONCTIONNEMENT	- 89 617	- 854 838	92 308	- 108 241	27 171	- 44 371
AC 2019 D'INVESTISSEMENT	- 27 118	-	-	- 163 882	-	-
AC 2020 DE FONCTIONNEMENT	- 90 058	- 882 188	92 308	- 110 124	15 762	- 52 815
AC 2020 D'INVESTISSEMENT	- 29 204	-	-	- 172 788	-	-
AC 2021 DE FONCTIONNEMENT	- 90 499	- 909 537	92 308	- 112 008	4 353	- 61 259
AC 2021 D'INVESTISSEMENT	- 31 291	-	-	- 181 693	-	-
AC 2022 DE FONCTIONNEMENT	- 90 940	- 936 887	92 308	- 113 892	- 7 057	- 69 703
AC 2022 D'INVESTISSEMENT	- 33 377	-	-	- 190 599	-	-
AC 2023 DE FONCTIONNEMENT	- 91 381	- 964 236	92 308	- 115 775	- 18 466	- 78 147
AC 2023 D'INVESTISSEMENT	- 35 463	-	-	- 199 505	-	-
AC 2024 DE FONCTIONNEMENT	- 91 822	- 991 586	92 308	- 117 658	- 29 875	- 86 590
AC 2024 D'INVESTISSEMENT	- 37 549	-	-	- 208 411	-	-
AC 2025 DE FONCTIONNEMENT	- 92 264	- 1 018 936	92 308	- 119 542	- 41 284	- 95 034
AC 2025 D'INVESTISSEMENT	- 39 634	-	-	- 217 316	-	-
AC 2026 DE FONCTIONNEMENT	- 92 705	- 1 046 285	92 308	- 121 426	- 52 693	- 103 478
AC 2026 D'INVESTISSEMENT	- 41 721	-	-	- 226 222	-	-
AC 2027 DE FONCTIONNEMENT	- 93 146	- 1 073 635	92 308	- 123 309	- 64 102	- 111 922
AC 2027 D'INVESTISSEMENT	- 43 807	-	-	- 235 128	-	-
AC 2028 DE FONCTIONNEMENT	- 93 587	- 1 100 984	92 308	- 125 192	- 75 511	- 120 366
AC 2028 D'INVESTISSEMENT	- 45 893	-	-	- 244 034	-	-
AC 2029 DE FONCTIONNEMENT	- 94 028	- 1 128 334	92 308	- 127 076	- 86 920	- 128 810
AC 2029 D'INVESTISSEMENT	- 47 979	-	-	- 252 939	-	-
AC 2030 DE FONCTIONNEMENT	- 94 470	- 1 155 684	92 308	- 128 960	- 98 329	- 137 253
AC 2030 D'INVESTISSEMENT	- 50 065	-	-	- 261 845	-	-
AC 2031 DE FONCTIONNEMENT	- 94 911	- 1 183 033	96 811	- 130 843	- 109 738	- 145 697
AC 2031 D'INVESTISSEMENT	- 52 151	-	-	- 270 751	-	-

Il est précisé qu'une attribution de compensation négative correspond à une dépense pour la commune (et une recette pour Grand Poitiers Communauté d'agglomération).

A partir de 2031, les montants d'attribution de compensation n'évolueront plus.

Sur la base du rapport établi par la CLETC, et après délibération le conseil décide d'approuver :

- le rapport de la CLETC
- les modifications des attributions de compensation entre Grand Poitiers et ses communes membres

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 5 : Avis de la commune de Dissay sur la transformation de Grand Poitiers communauté d'agglomération en communauté urbaine »

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ces articles L.5211-5, L. 5215-1 et L.5215-20 ;

Vu l'arrêté préfectoral 2016-D2/B1-015 du 9 juin 2016 portant modification des statuts de la Communauté d'agglomération Grand Poitiers ;

Vu l'arrêté Préfectoral D2/B1 – 036 du 6 décembre 2016 portant création du nouvel établissement public à fiscalité propre issu de la fusion de la communauté d'agglomération Grand Poitiers avec les communautés de communes du Pays de Mélusin, du Val Vert du Clain, de Vienne et Moulière et de l'extension aux communes de Chauvigny, Jardres, La Puye et Sainte Radegonde à compter du 1er janvier 2017 ;

Vu la délibération de Grand Poitiers communauté d'agglomération n° 2017-0074 portant extension des compétences correspondant aux compétences obligatoires d'une communauté urbaine à l'ensemble du territoire de Grand Poitiers communauté d'agglomération ;

Vu la délibération de Grand Poitiers communauté d'agglomération n°2017-0252 proposant la transformation en communauté urbaine de la communauté d'agglomération ;

Par délibération du conseil communautaire en date du 31 mars 2017, la communauté d'agglomération de Grand Poitiers a décidé de proposer sa transformation en communauté urbaine. Cette délibération a ensuite été notifiée le 13 AVRIL 2017 à la Ville de DISSAY pour recueillir son avis sur cette proposition.

Conformément à la procédure prévue par l'article L. 5211-5 du CGCT, la transformation doit être décidée par délibérations concordantes de l'organe délibérant de l'EPCI à la majorité simple et des conseils municipaux des communes membres se prononçant dans un délai de trois mois selon les conditions de majorité requises pour la création de la communauté urbaine, soit deux tiers au moins des conseils municipaux, dont le conseil municipal de la commune la plus peuplée. Cette majorité doit représenter plus de la moitié de la population totale de celles-ci, ou par la moitié au moins des conseils municipaux des communes représentant les deux tiers de la population.

La transformation est ensuite prononcée par un arrêté du représentant dans le département concerné.

En cas d'accord :

En conséquence, afin de permettre la transformation en communauté urbaine de l'agglomération, il est donc proposé aux membres du conseil de donner leur accord à la proposition présentée par Grand Poitiers.

Après délibération, le conseil décide de :

- Donner son accord à la transformation de Grand Poitiers communauté d'agglomération en communauté urbaine.

Adopté à l'unanimité

Délibération n°6 : Convention relative à la transmission électronique des actes soumis au contrôle de légalité

Le Maire donne lecture aux membres du conseil de la convention entre la commune de Dissay et les services de la Préfecture pour la transmission électronique des actes soumis au contrôle de la légalité.

Après délibération, le conseil autorise le maire à signer la convention pour la transmission électronique des actes soumis au contrôle de la légalité.

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 7: Demande de subvention pour l'acquisition de matériels de désherbage alternatif

Monsieur Le Maire explique au Conseil que dans le cadre du plan d'entretien de la commune les zones où les traitements chimiques sont interdits ont été identifiées, aussi, de nouvelles solutions techniques doivent être apportées afin de limiter l'utilisation des produits phytosanitaires. La commune souhaite acquérir de nouveaux équipements non polluants afin d'atteindre les objectifs du plan.

La commune envisage donc l'achat d'un rabot désherbeur, deux houes communales humifère ainsi qu'une balayeuse monobrosse tractée.

Monsieur le Maire informe le conseil de la possibilité de demander une aide financière à l'agence de l'eau.

Pour cette opération, Monsieur le Maire prévoit le plan de financement suivant et demande au Conseil son accord pour demander la subvention afférente.

	Subvention sollicitée ou acquise	MONTANT HT
Agence de l'eau	X	4 280.57
Fonds propres	X	6 420.85
TOTAL HT		10 701.42

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, autorise Monsieur le Maire à solliciter cette subvention.

Adopté à l'unanimité

Délibération n° 8 – Marché d'exploitation des installations de chauffage, ventilation, climatisation, de production d'eau chaude sanitaire du chauffage électrique, des installations électriques, de la détection incendie, des BAES et de la détection intrusion.

Le Maire présente aux membres du conseil l'analyse des offres pour le marché d'exploitation des installations de chauffage, ventilation, climatisation, de production d'eau chaude sanitaire du chauffage électrique, des installations électriques, de la détection incendie, des BAES et de la détection intrusion.

Le marché a été scindé en deux lots :

Lot n°1 : Marché d'exploitation des installations de CVC (chauffage, ventilation, climatisation), de production d'eau chaude sanitaire et du chauffage électrique des bâtiments communaux

Le Maire propose de retenir l'entreprise ENGIE ENERGIE SERVICES pour un montant de 7 838€ HT

Lot n°2 : Marché de maintenance des installations électriques, de la détection incendie, des BAES et de la détection intrusion des bâtiments communaux

Le Maire propose de retenir l'entreprise EIFFAGE pour un montant de 11 900.70 €

Après délibération, le conseil décide de retenir :

Lot N°1 : ENGIE ENERGIE SERVICES pour un montant de 7 838€ HT

Lot N°2 : EIFFAGE pour un montant de 11 900.70 €

Adopté à l'unanimité

DELIBERATION n° 9 : Avis sur le projet du nouveau secteur d'intervention du SDIS 86- Couverture opérationnelle de la commune de Dissay

Monsieur le Maire informe le Conseil Municipal que le SDIS de la Vienne, suite à une nouvelle évaluation de la couverture opérationnelle du département en collaboration avec les chefs des centres d'incendies et de secours, propose des modifications de couverture opérationnelle en désignant plusieurs centre d'incendie et de secours comme susceptibles d'intervenir en première intervention sur la commune de Dissay.

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de confirmer le projet du nouveau secteur d'intervention sur la commune de Dissay, qui a été préalablement joint à la convocation de conseil.

Après délibération, le conseil valide le projet de nouveau secteur d'intervention.

Adopté à l'unanimité

Délibération n°10- Tarif séjour été de l'ALSH

L'accueil de loisirs de Puygremier organise un séjour de 3 jours à Saint Secondin au mois de juillet du 19 au 21 pour les enfants de 7 à 11 ans et un pour les enfants de 3 à 6 ans du 24 au 25 Août à St Cyr.

Dans le cadre de ces séjours, les enfants pourront découvrir différentes activités ainsi que la vie en groupe.

Il est proposé de mettre en place les tarifs suivants :

Tarif séjour : tarif journalier appliqué en fonction du quotient + un forfait de 5 € par jour correspondant à une participation aux frais du séjour.

Considérant qu'il convient d'appliquer un tarif particulier lié à la participation des parents aux frais de ce dernier,

Après en avoir délibéré,

Le conseil municipal valide la mise en place d'un tarif journalier appliqué en fonction du quotient assorti d'un forfait de 5 € par jour correspondant à une participation aux frais du séjour.

Pour mémoire tarif de l'ALSH :

Accueil de loisirs sans hébergement (prix à la journée en €)	Tarif journée	Tarif semaine
QF1 (- 600)	3.25	15.00
QF2 (601 à 699)	9.10	41.00
QF3 (700 à 1000)	12.05	54.00
QF4 (supérieur à 1 000)	14.15	63.00
Extérieur	20.00	90.00
Garderie Matin / Soir : tarifs par vacation	0.60	0.60 par vacation

Adopté à l'unanimité

Délibération n°11- Tarifs pour la passerelle ALSH et Accueil Jeunes

Monsieur le Maire informe les membres du conseil de la mise en place d'une passerelle entre l'ALSH et l'accueil jeunes pour les enfants de plus de 11 ans.

Il propose au conseil de délibérer sur la facturation des repas aux enfants bénéficiant de ce dispositif.

	TARIFS
Restauration (tarif par repas en €)	
QF1 (- 600)	1.45
QF2 (601 à 699)	3.20
QF3 (700 à 1 000)	3.55
QF4 (supérieur à 1 000)	3.60
Personnes extérieures DISSAY	6.00

Après délibération, le conseil décide que le tarif de facturation des repas sera identique à celui de la restauration scolaire, comme indiqué ci-dessus.

Adopté à l'unanimité

§ 3- Questions diverses

Monsieur JC Richard informe le conseil qu'une demande avait été faite afin que sur la route de Parigny (D15) la vitesse soit limitée à 50 Km/h au lieu de 70 km/h comme actuellement. Monsieur le Maire répond que la demande va être déposée auprès des services du Département.

Monsieur JC Richard fait remarquer que la dernière barrière en bois située sur l'allée des platanes en venant de la D 910 penche vers la chaussée. Monsieur le Maire va en informer les services du Département.

Madame Virginie DOMINOT informe le conseil que les flyers invitant à la réunion participative pour le Centre Bourg ont comme date le 13 mai 2016 au lieu de 2017.

- planning pour la tenue des bureaux de vote pour les législatives des 11 et 18 juin.

Aucune question n'est présentée

- **Instances communales**

Chaque maire-adjoint présente au conseil une synthèse des travaux de sa commission

- **Instances communautaires**

Monsieur le Maire présente aux conseillers, les différents travaux effectués lors des réunions de la Communauté d'Agglomération de Grand Poitiers.

La séance est levée à 23 h 15

